

*Les subsides*

rôle à jouer et où ils auront les instruments et les stimulants nécessaires pour créer des emplois permanents. On essaie toutes ces politiques depuis une quinzaine d'années. Lorsque je vais dans la circonscription du député, je constate que les gens meurent d'envie de parler à quelqu'un qui ne déforme pas la vérité, comme il le fait parfois. Nous devons rétablir l'économie de libre entreprise, car autrement nous ne serons pas en mesure de soutenir la concurrence internationale, si nous nationalisons la totalité du secteur primaire, étant donné les critères dont les entreprises appartenant à l'État se servent en tant qu'instruments de politique sociale.

● (1640)

**Une voix:** Vous mènerez le Canada à sa perte.

**M. Oberle:** Vous verrez bien ce que nous ferons. Si les députés à nos côtés souhaitent découvrir très rapidement quelle sera la politique industrielle du parti progressiste conservateur, il leur suffit d'inciter les gens d'en face à déclencher les élections. On saura alors très vite ce que nous comptons faire.

**Le président suppléant (M. Herbert):** A l'ordre, s'il vous plaît. Je tiens avant toutes choses à rappeler aux députés que, lors de la période réservée aux questions et réponses, ils doivent se lever s'ils veulent intervenir, et aussi qu'ils doivent en tout temps s'adresser à la présidence.

**M. Fulton:** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire qui sera courte. Les députés ont certainement remarqué que leur collègue de Prince George-Peace River (M. Oberle) a négligé de répondre à la question au sujet de Schefferville ou encore aux questions concernant la position du parti conservateur sur le dossier forestier international ou le financement du secteur minier international. Il a soigneusement évité de rappeler que les conservateurs ont supprimé la quasi totalité des projets de création d'emplois au Canada à l'époque où ils étaient au pouvoir.

Quand le député s'est rendu dans ma circonscription, il n'y a pas longtemps de cela, il a soulevé une question particulière qui a incité de très nombreux fonctionnaires à m'écrire à ce sujet. Le député a déclaré en effet qu'il y aurait lieu, immédiatement après les prochaines élections, de renvoyer au moins 60,000 fonctionnaires. De simples calculs nous permettent de constater que de 9,000 à 10,000 personnes en Colombie-Britannique risquent d'être licenciées. Ainsi des agents de la GRC et la plupart des militaires dans la province seraient renvoyés.

Le député ne pourrait-il nous dire s'il compte se débarrasser aussi de tous les fonctionnaires fédéraux travaillant dans le domaine fédéral du bien-être et de la santé en Colombie-Britannique? Puisque l'on sait qu'il a déjà promis de renvoyer 9,000 personnes en Colombie-Britannique, le député peut-il nous dire, et ce avant que le couperet ne tombe, s'il sait combien de fonctionnaires fédéraux on compte dans cette province?

**M. Oberle:** Monsieur le Président, je croyais l'avoir dit au député dans ma première réponse, mais il avait soutenu à tort que nous avions supprimé progressivement tous les programmes de création d'emplois en 1979. Les choses ne se sont pas passées ainsi. Pour ce qui est de renvoyer 60,000 fonctionnaires, la mémoire du député ne lui fait pas défaut. C'est bien ce que nous avons fait en 1979, mais nous avons découvert pendant cette courte période que, sans avoir à faire quoi que ce soit de particulier, par le biais de la réduction naturelle des

effectifs et de la réorganisation de certains ministères, nous avions déjà atteint la moitié de notre objectif; nous avons donc réussi à ne renvoyer personne.

Je peux dire au député que je n'ai pas beaucoup d'admiration pour le programme de M. Bennett, en Colombie-Britannique. Il n'a découvert la récession que le lendemain des élections. Par contre, nous en sommes conscients depuis un certain temps. Il aurait pu faire ce qu'a fait le parti progressiste conservateur en Ontario au cours des années. Par l'érosion des effectifs, une planification intelligente, des programmes de recyclage et d'éducation des adultes, il a procédé à une restructuration qui a permis au gouvernement de réduire une Fonction publique surabondante. On peut y parvenir de façon intelligente sans créer le genre de souffrances que le député me reproche d'avoir causé. C'est ce qui a été fait en 1979.

Le député a mentionné Schefferville. La raison pour laquelle l'usine a fermé—et, malheureusement, si nous maintenons les mêmes au pouvoir pendant longtemps encore nous aurons peut-être d'autres Schefferville—c'est que nous ne sommes plus concurrentiels. Il y a cinq ans, le Brésil était au cinquième rang dans le monde pour la production de minerai de fer, mais aujourd'hui il produit plus que le Canada et les États-Unis réunis.

**Le président suppléant (M. Herbert):** A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député, mais la période des questions est expirée. Le député de Burin-Saint-Georges (M. Simmons).

**L'hon. Roger Simmons (Burin-Saint-Georges):** Monsieur le Président, mon collègue de Skeena (M. Fulton) ne devrait pas être trop dur pour le député de Prince George-Peace River (M. Oberle). Il devrait se rappeler qu'il fait partie des modérés de son parti, en fait, du point de vue philosophique, il serait plutôt des nôtres. Par ailleurs, il a dit également à la Chambre qu'on lui avait promis un poste au cabinet, comme les 85 autres de son côté.

**Mlle MacDonald:** J'espère que vous ne parlez pas par expérience.

**M. Simmons:** La député de Kingston et les Îles (M<sup>lle</sup> MacDonald) parle d'expérience. J'admets qu'elle et moi avons quelque chose en commun; nous avons tous les deux traversé le cabinet en coup de vent.

**Mlle MacDonald:** J'ai fait quelque chose.

**M. Simmons:** Et pour cause. Nous avons passé les quatre dernières années à essayer de défaire ce que la dame de Kingston et les Îles a fait. Il suffit de parler au ministre de la Justice (M. MacGuigan), l'ancien secrétaire d'État aux Affaires extérieures, pour le savoir.

Je voudrais parler de ce que je considère comme la remarquable performance du député de Prince George-Peace River, monsieur le Président. Il a confirmé aujourd'hui ce que mon bon ami le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) raconte à la population depuis plusieurs mois: si vous voulez connaître les intentions des conservateurs, vous devez les élire. Vous devez vous engager les yeux fermés. C'est ce que les députés de ce parti disent aux citoyens canadiens. Si vous voulez savoir en quoi consiste notre politique, commencez par nous élire; voilà à quoi se résument les propos du député. Pour ma part, je lui dis qu'il peut continuer à rêver.